

LE Canada ET LE Kosovo:

UNE CONTRIBUTION IMPORTANTE SUR PLUSIEURS FRONTS

Les efforts déployés par le Canada

pour régler la crise au Kosovo ont pris toutes les formes possibles, depuis ses démarches diplomatiques pour mettre fin à la campagne de violence menée par le régime yougoslave contre ses propres civils jusqu'à son intervention militaire, après l'échec de tentatives répétées pour trouver un règlement pacifique, en passant par son aide humanitaire aux victimes du conflit.

Les efforts diplomatiques du ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy ont inclus une visite à Moscou pour discuter avec les leaders politiques du rôle de la Russie dans la recherche d'un accord de paix ainsi que des réunions avec le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan pour discuter de la nécessité d'un engagement des Nations Unies. Par la suite, les rencontres de M. Axworthy avec ses homologues du G-8 ont contribué à la mise au point d'une résolution destinée au Conseil de sécurité de l'ONU et adoptée par celui-ci. La résolution constitue l'assise de l'accord de paix signé par les militaires yougoslaves le 9 juin.



Le ministre Axworthy au camp de réfugiés de Stenkovic I dans l'ex-république yougoslave de Macédoine, le 1^{er} mai 1999.

Un accord de paix n'est que le premier pas dans ce qui sera un long processus de re-construction et de réinstallation des réfugiés. La force de sécurité internationale, incluant les effectifs canadiens, surveillera et mettra en oeuvre la démilitarisation du Kosovo, et travaillera à créer un environnement sécuritaire pour les civils venus d'autres pays qui seront sur place. Afin de permettre une réintégration au sein de la communauté européenne, il faudra également mettre l'accent sur le renforcement d'institutions démocratiques tels une force de police viable et un système de justice crédible ainsi que sur des pratiques de bon gouvernement, un domaine où le ministre Axworthy a indiqué que le Canada est prêt à partager son expertise.

Une équipe d'experts en criminalistique dirigée par la Gendarmerie royale du Canada (GRC) passera quatre semaines dans la région afin d'aider le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie dans son enquête sur les crimes contre l'humanité. L'équipe, composée principalement de membres de la GRC, comprendra des policiers enquêteurs ainsi que des experts en pathologie, en photographie, en balistique et en cartographie. Leur mission sera de faire la cueillette de preuves médicales et légales, entre autres, sur les lieux où se sont déroulées les atrocités présumées et de soumettre ces preuves au Tribunal.

Pour aider à la réinstallation des réfugiés, le Canada, en partenariat avec la Belgique, appuie une mission dirigée par l'ONU dont le travail consistera à évaluer l'impact des mines antipersonnel au Kosovo. Des experts en cette matière interrogeront des réfugiés et d'autres témoins afin de recueillir le plus



photos : CANAPRESS

de renseignements possibles sur l'emplacement des mines et les zones prioritaires qui devront être déminées pour permettre le retour des réfugiés.

Action militaire

Les militaires canadiens ont été salués pour leur contribution efficace à la campagne aérienne. Dix-huit chasseurs CF-18 des Forces armées canadiennes ont effectué des missions de combat à partir de la base de l'OTAN située à Aviano, en Italie. En avril, le premier ministre Chrétien a annoncé que le Canada, accédant à une demande de l'OTAN, enverrait des effectifs terrestres de 800 militaires dans la région pour des tâches de maintien de la paix d'ici la fin juin. Ce nombre a été augmenté par la suite à 1 300.

Aide humanitaire

Le Canada a soutenu les efforts des organisations humanitaires internationales pour procurer les produits de première nécessité : nourriture, eau, abris et fournitures médicales. Les avions des Forces armées canadiennes ont contribué à acheminer des approvisionnements d'urgence dans la région de même qu'à transporter 5 000 réfugiés au Canada. Entre le mois de mars et la mi-juin, le Canada a versé plus de 35 millions de dollars au titre de l'aide humanitaire et 10 millions de dollars pour l'aide économique. Une somme de 100 millions de dollars a aussi été attribuée au Programme d'évacuation humanitaire du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin d'offrir un asile au Canada à des réfugiés du Kosovo. Le gouvernement accueille aussi comme résidents permanents un certain nombre de Kosovars albanais dans le cadre du Programme de réunion des familles. ●

